



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes  
Unité Inter-départementale Drôme-Ardèche**

## **Procès verbal de récolement**

### **Fin de travaux et remise en état de la carrière de la société BONNARDEL**

#### **Commune de CHABEUIL**

#### **Affaire suivie par**

Catherine MASSON – Subdivision 4 – Carrières

Tél. : 04 75 82 46 46

Courriel : [catherine.masson@developpement-durable.gouv.fr](mailto:catherine.masson@developpement-durable.gouv.fr)

Réf : 20201026-CR-DACA0769

#### **I. OBJET :**

Installation classée pour la protection de l'environnement. Fin de travaux et remise en état de carrière.

#### **II. RÉFÉRENCE :**

Déclaration, reçue le 20 décembre 2019 à la DREAL, de Monsieur Thierry BONNARDEL, Directeur de la société BONNARDEL dont le siège social est situé :

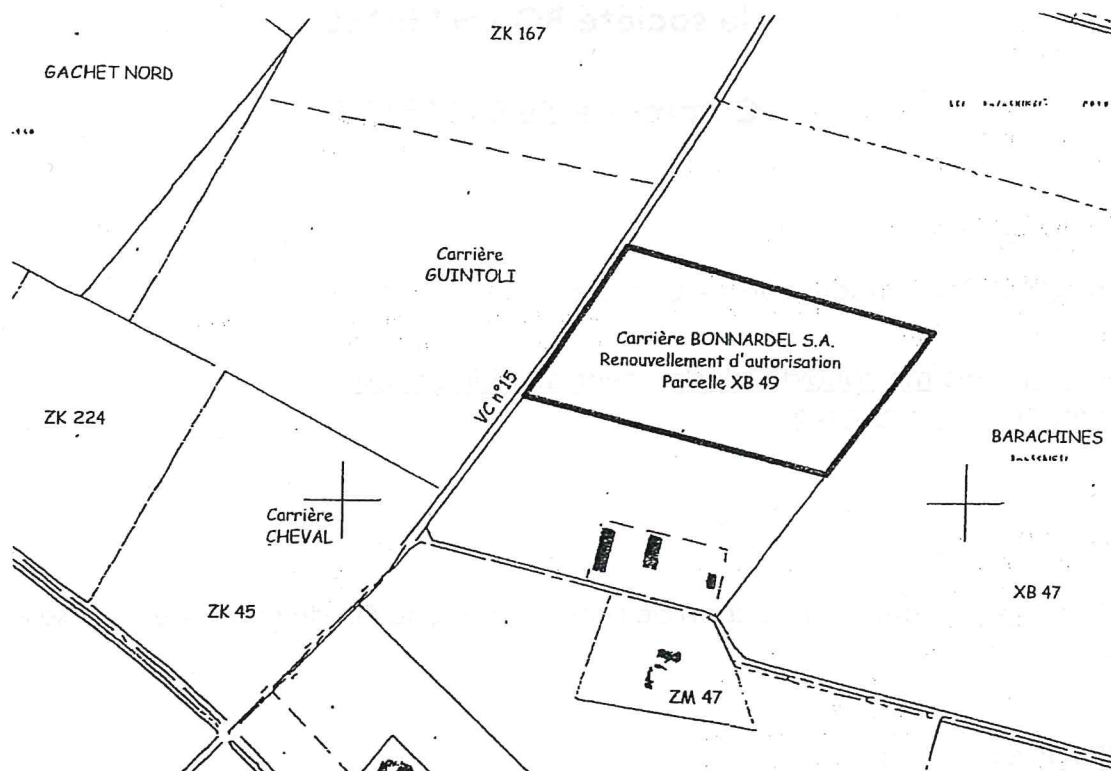
ZA Les Marlhes  
145 Impasse du Muguet  
26300 ALIXAN

#### **III. ACTES ADMINISTRATIFS :**

La société BONNARDEL est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 05-5183 du 18 novembre 2005 à exploiter une carrière de sables et graviers et une installation de traitement des matériaux au lieu-dit « Les Barachines » sur la commune de Chabeuil sur une superficie de 3ha 92a 92ca et pour une durée de 13 ans.

#### IV. PARCELLE OBJET DE LA DEMANDE D'ABANDON

Parcelles	Section	Lieu-dit	Superficie abandonnée (en m <sup>2</sup> )
49 pp	XB	Les Barachines	39 292



#### V. DÉCLARATION DE FIN DE TRAVAUX :

Au vu des résultats de l'instruction menée et des constatations effectuées sur site le 16 octobre 2020, il apparaît que l'état du site est conforme aux objectifs de remise en état spécifiés par l'arrêté préfectoral n°05-5183 du 18 novembre 2005.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été établi.

Fait à Valence, le 26/10/2020

L'inspectrice de l'environnement,

  
Catherine MASSON

**NB :** Le présent procès-verbal de récolement ne peut être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement.